

Jean-Michel Arnaud, président de l'UDF
Pierre Bernard-Reymond, maire UMP de Gap
Christophe Castaner, vice-président PS du conseil régional
Hervé Cazajous, porte-parole des Verts 05
Joël Giraud, député PRG des Hautes-Alpes
Cathy Guigli, conseillère régionale PC
Henriette Martinez, députée UMP des Hautes-Alpes
UMP Hautes-Alpes

CE QU'ILS EN PENSENT

Jean-Michel Arnaud, président de l'UDF

Ma position n'a pas varié. Je souhaite la poursuite de l'autoroute A 51 par l'est de Gap et le Champsaur. Et c'est d'ailleurs la préférence que le précédent ministre des Transports, Gilles de Robien, lui-même de sensibilité UDF, a exprimée. J'appelle l'ensemble des Haut-Alpins à participer au débat. Je suis confiant dans l'issue de cette consultation. C'est un passage incontournable, il faut le positiver. Il faut également le préciser: ce n'est pas un référendum qui est organisé. D'ailleurs, la commission de débat public n'émet pas d'avis, elle rend compte. Cette étape va nous amener ensuite à une prise de décision définitive du gouvernement. C'est pourquoi il faut que la mobilisation soit forte.

Pierre Bernard-Reymond, maire UMP de Gap

Je trouve normal et sain qu'il existe une procédure de débat public sur les grands dossiers. Cela permet à chacun de pouvoir s'exprimer. Cependant, le débat public a déjà eu lieu, car cela fait vingt ans qu'on parle de cette autoroute. Mais il devait s'effectuer, car sans cela des recours étaient possibles. Je soutiens toujours la même position car je considère que l'autoroute doit désenclaver le nord et le sud de ce département en prenant en compte le potentiel économique de nos stations touristiques. Et il faut que la seule ville de plus de 20 000 habitants des Alpes du sud soit desservie.

Christophe Castaner, vice-président PS du conseil régional

Le conseil régional contribuera au débat public, mais en restant à sa place. Nous allons écouter les

acteurs du territoire. La volonté de la Région est de voir se poursuivre l'autoroute entre Sisteron et Grenoble, mais nous ne voulons pas donner de sentence en amont. Le débat doit être citoyen et il faudra ensuite que l'Etat prenne ses responsabilités. La meilleure des décisions, ce sera celle qui se fera car on en a marre des décisions non suivies d'effet.

Hervé Cazajous, porte-parole des Verts 05

Nous allons participer au débat pour dire et redire notre position qui n'a pas changé: nous sommes contre l'autoroute. Je trouve que l'actualité nous rattrape un peu vite, tout le monde réclame une solution ferroviaire, mais on entend que des bonnes paroles. Est-ce qu'avec les 2 milliards que coûte cette autoroute, on ne pourrait pas aménager la route nationale et investir dans le ferroviaire? Il faut savoir ce que l'on veut: la qualité de vie ou une autoroute devant la maison. Je doute d'ailleurs que les partisans de l'autoroute aient leur domicile au bord du tracé.

Joël Giraud, député PRG des Hautes-Alpes

C'est très bien que le débat s'ouvre sur l'aménagement du territoire, et donc sur un débat plus large que celui de la construction d'un simple tuyau. Je m'opposerai en tout cas à toute solution qui se traduirait par l'augmentation du trafic des poids lourds. J'ai également insisté pour qu'on introduise la notion de gratuité de l'autoroute, à l'instar de ce qui se pratique dans le Massif central. Il faut aussi bien distinguer dans le débat l'axe nord-sud et l'accessibilité de la zone de chalandise du Briançonnais-Embrunais et Ubaye.

Cathy Guigli, conseillère régionale

PC

Le parti communiste a une position très claire: il est favorable au tracé Gaysot, c'est-à-dire à l'ouest de Gap. En tant que conseillère régionale et citoyenne, je pense que l'Etat doit enfin prendre ses responsabilités. Cela fait vingt ans qu'on nous demande notre avis: c'est une forme de désengagement de l'Etat.

Henriette Martinez, députée UMP des Hautes-Alpes

Le débat public n'est pas fait pour entendre la voix des parlementaires mais celle de la population. J'invite les Haut-Alpins à être nombreux à participer. Car si la mobilisation était faible, cela pourrait être traduit par le ministre comme un manque d'intérêt. Cette procédure est positive car elle permet de donner la parole avant l'enquête publique qui apparaît souvent comme ficelée. Le débat appartient aux Haut-Alpins, et je ne voudrais pas qu'il soit monopolisé par des gens habitant ailleurs, je pense en particulier aux écologistes. Il ne faut pas que les Haut-Alpins se découragent, il ne faut pas qu'ils pensent qu'on n'y arrivera jamais.

UMP Hautes-Alpes

Une réunion du comité départemental de l'UMP se tiendra le 20 juin au soir. On a mis cette question à l'ordre du jour. Un texte sera débattu et dès le lendemain, nous ferons part de notre position dans un communiqué indique Jean-François Collombier, cadre du mouvement.

00:00

6C7218E35C900A0BF0681929BD0-6C51C15A5778F40BD5338A9D24A5

ARCE MENSIO LIONEL